



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Modernisation mode exploitation pont tournant de
Froidefontaine**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale de Strasbourg
4 quai de Paris
CS-30 367
67010 STRASBOURG CEDEX**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Echanges par voie dématérialisée	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3.3 - Cotraitance	5
3.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	5
3.4.1. Intervenants étrangers	5
3.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	6
4.1 - Délai global d'exécution des prestations	6
4.2 - Délai d'exécution	6
4.3 - Délais Partiels	7
4.4 - Modalités de prolongation du délai d'exécution	7
5 - Prix.....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix.....	7
6 - Garanties Financières.....	8
7 - Avance.....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
8 - Modalités de règlement des comptes.....	9
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement	9
8.3 - Délai global de paiement	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	10
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	10
9.2 - Implantation des ouvrages.....	10
9.3 - Préparation et coordination des travaux	10
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	11
9.4 - Etudes d'exécution	12
9.5 - Installation et organisation du chantier	12
9.5.1 - Installation de chantier.....	12
9.5.2 - Emplacements mis à disposition	12
9.5.3 - Signalisation de chantier	12
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier	12
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12
9.6.3 - Documents à fournir après exécution	12
10 - Développement durable.....	12
11 - Réception	13
11.1 - Réception des travaux.....	13
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	13

11.1.2 - Constatation de l'exécution des prestations	13
12 - Garantie des prestations et garantie particulière	15
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	15
14 - Pénalités	15
14.1 - Pénalités de retard	15
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
14.3 - Autres pénalités spécifiques.....	16
15 - Assurances	16
16 - Résiliation du contrat.....	17
16.1 - Conditions de résiliation	17
17 - Règlement des litiges et langues	17
18 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Modernisation mode exploitation pont tournant de Froidefontaine

VNF souhaite moderniser le mode d'exploitation du pont tournant de Froidefontaine, afin de rendre cet ouvrage téléconduit depuis le site du PC à Niffer et ne nécessitant pas la présence d'un agent d'exploitation sur site.

Lieu(x) d'exécution :
Pont tournant, RD23
90140 Froidefontaine

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Echanges par voie dématérialisée

Les documents relatifs à l'exécution technique, financière ou administrative du marché pourront être transmis par le biais d'échanges électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.1 du CCAG-TVX. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant. Il n'est pas prévu de décomposition.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les sous-détail des prix unitaires, le cas échéant
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARTELIA agence Alsace Lorraine
21 rue de la Haye
67 300 SCHILTIGHEIM
Tél. : +33 (0)3 88 04 04 00

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.3 - Cotraitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur, dans la mesure où la complexité de l'opération nécessite un pilotage unique par le titulaire

3.4 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

3.4.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

3.4.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité de 50 € par jour jusqu'à la mise en place de cet affichage.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 16/06/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 30/05/2026.

4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 8 mois.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation ET la période d'exécution des travaux

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

4.3 - Délais Partiels

Les délais partiels, distincts sur délai d'exécution sont les suivants :

Code	Désignation des délais partiels	Délai
TVX	Travaux sur site	3 mois
VA	Vérification des aptitudes	30 jours
VSR	Vérification de service régulier	90 jours

Le démarrage des délais partiels sera prescrit par ordre de service, sauf pour la Vérification des Aptitudes (VA) qui démarrera à la déclaration de la Mise en Ordre de Marche (MOM) par le titulaire. La Vérification de Service Régulier (VSR) démarrera à la décision de la validation positive de la vérification des aptitudes par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG Travaux, les délais partiels ne feront pas l'objet de réception partielle

4.4 - Modalités de prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la remise des offres finales (en cas de négociation) par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux ; ce mois est appelé " mois zéro " ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Formules	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP02 (n-3) / TP02 (o))$	Séries 100, 200 et 300
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP12a (n-3) / TP12a (o))$	Séries 400, 500 et 600

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP12a	Index Travaux Publics - Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique - Base 2010
TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

L'avance est alors versée dans les trente jours suivant la notification du contrat.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans le délai prescrit, le projet de décompte général transmis par le titulaire ne devient pas, de manière tacite, le décompte général et définitif sans sa notification impérative au titulaire par le maître d'ouvrage.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **13001779101362**
- Code service : 71

Facturation électronique via Chorus Pro. La Direction Territoriale de Strasbourg de VNF est identifiée par: un numéro SIRET "13001779101362" + un code service "71" + l'année en cours + le numéro d'engagement juridique (EJ) communiqué ou indiqué sur l'Engagement Juridique.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires

est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de contrat de sous-traitance porté par un co-traitant n'étant pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement du sous-traitant

9 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Sites VNF :

- Pont tournant à Froidefontaine ;
- Poste de commande à l'écluse Principale à Niffer ;

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 7 jours après leur réception.

9.5 - Installation et organisation du chantier

9.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

9.5.2 - Emplacements mis à disposition

Un parking public se situe à proximité du site du pont tournant, une demande d'occupation temporaire devra être adressée à la mairie par le titulaire.

9.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Les conditions d'exécution des

prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Limitation le plus possible des abaissements de biefs et d'écluses lors de nos opérations ;
- Réduction du risque de pollution dans le cadre de nos travaux ;
- Gestion de l'ensemble des déchets ;
- Amélioration et optimisation de notre gestion de l'eau ;
- Utilisation d'huiles biodégradables sur nos ouvrages et engins ;

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

11 - Réception

11.1 - Réception des travaux

11.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception des travaux est la conclusion de la suite d'épreuves et de contrôles menés au cours du marché dans le cadre :

- Des opérations préalables à la réception des équipements et systèmes (OPR),
- De la Vérification de Service Régulier (VSR).

La réception interviendra à la fin de la période de VSR

11.1.2 - Constatation de l'exécution des prestations

Vérification de Service Régulier (VSR) :

A - Périmètre de la VSR :

La prestation de vérification de service régulier s'appliquera à tous les nouveaux équipements et systèmes mis en œuvre du présent marché

B - Objectif de la VSR :

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations réalisées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché, afin de remplir les fonctions visées.

La durée initiale de la période de VSR est fixée à 3 mois. Elle est déclenchée par OS en application du 4.3. Comme pour les autres essais, le Titulaire supportera tous les frais directs et induits des essais réalisés dans le cadre de la VSR.

Le Titulaire devra déceler pendant la période de Vérification en Service Régulier, par l'usage en conditions définitives, les éventuels dysfonctionnements et anomalies non décelables en essai. A ce titre le Titulaire devra :

- Réaliser les essais de longue durée nécessaires à la vérification des performances du système,
- Assurer le fonctionnement du système en analysant le comportement et la stabilité, et opérer des éventuelles actions correctives des défauts constatés, par tous les moyens nécessaires.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 5% de la durée d'utilisation effective

C - Conditions de la VSR

Durant la période de VSR, le titulaire s'engagera à assister l'exploitant. Cette assistance devra permettre d'assurer le fonctionnement 10h/24 des équipements et systèmes concernés. La sollicitation du titulaire interviendra à la suite d'un diagnostic, réalisé par l'exploitant, de l'incident ou du dysfonctionnement.

Si la panne concerne un équipement du titulaire ou si l'incident est directement lié à une intervention du titulaire, l'exploitant sollicitera le titulaire.

Cet engagement se traduira par une astreinte dont les conditions sont détaillées ci-après.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les pénalités relatives à l'interruption non programmées de la navigation restent applicables pendant les périodes de VSR.

D - Fin de la période de VSR

Sept jours avant la fin de la période de VSR, le titulaire transmettra au maître d'oeuvre, un bilan des incidents et dysfonctionnement constaté pendant la période. Sur la base de ce rapport :

- Si le bilan de la VSR est négatif vis-à-vis des exigences du CCTP, la période de VSR sera reconduite pour un mois supplémentaire. Sept jours avant le terme de cette nouvelle période, un nouveau bilan sera établi et une nouvelle décision sera prise.
- Si le bilan de la VSR est mitigé ou si malgré un bilan initialement positif, le bilan s'est dégradé au terme de la VSR, la période de VSR sera reconduite pour un mois supplémentaire. Sept jours avant le terme de cette nouvelle période, un nouveau bilan sera établi et une nouvelle décision sera prise.
- Si le bilan de la VSR est positif, la période en cours sera amenée à terme.

La durée maximale cumulée des périodes de VSR ne dépassera pas 6 mois. Passé ce délai, le maître d'ouvrage décidera de réceptionner avec une réfaction ou il fera faire les corrections aux frais et risques du titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, le résultat de la VSR sera considéré comme positif et les prestations pourront être réceptionnées.

Astreinte :

Des astreintes seront mises en œuvre par le Titulaire durant la période de VSR pour intervenir en cas d'anomalies identifiées par VNF en lien avec la présente opération.

Une anomalie sera qualifiée par VNF avant de la soumettre à l'astreinte.

Elle sera considérée bloquante ou mineure et son traitement par le Titulaire en tiendra compte telle que défini ci-dessous.

La procédure de définition d'identification et de qualification des anomalies sera proposée par le Titulaire au cours de la période de préparation et validée par la Maîtrise d'œuvre et VNF.

Le personnel d'astreinte du Titulaire devra posséder toutes les compétences et les connaissances nécessaires pour effectuer le diagnostic et la réparation des anomalies dans les délais impartis.

Le temps de prise en compte de l'alerte court depuis l'appel de VNF sur le numéro de l'astreinte téléphonique, ou tout autre moyen défini conjointement avec le titulaire, jusqu'à la prise de contact du titulaire pour diagnostiquer l'anomalie.

Le temps de diagnostic court depuis la prise de contact du titulaire jusqu'à l'établissement du diagnostic de la panne qui doit être accompagné d'une proposition de correction.

La proposition de correction doit être validée par le maître d'œuvre, l'exploitant ou le maître d'ouvrage avant mise en œuvre par le titulaire.

Le temps de réparation court depuis la validation de la proposition de correction jusqu'au constat de retour à la normal du système.

• Astreinte de type VSR:

Le Titulaire mettra en œuvre durant la période de VSR une assistance téléphonique 8h/24h et 5/7j. Les modalités de temps de prise en compte de l'alerte, temps de diagnostic et temps de réparation sont définies ci-dessous :

- Temps de prise en compte de l'alerte 1 heure

- Temps de diagnostic en cas d'anomalie bloquante impliquant un arrêt ou une perturbation de la navigation 1 heure

- Temps de diagnostic en cas d'anomalie mineure impliquant une perturbation de la navigation ou n'impliquant pas de perturbation de la navigation 8 heures

- Temps de réparation pour un élément d'automatisme ou de GTC 24 heures
- Temps de réparation pour un élément d'un autre système 5 jours approvisionnement compris.

12 - Garantie des prestations et garantie particulière

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 ans dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

La garantie particulière suivante est également prévue dans les conditions suivantes :

- Garantie particulière de bon fonctionnement des dispositifs électriques, d'automatisme et mécaniques, pour les différentes mode de fonctionnement, mis en œuvre : 2 ans à compter de la date de la réception.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000 du montant HT du marché initial.

Cette pénalité s'applique sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire n'ait préalablement été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché initial.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pollution de site	Forfaitaire	750,00 €	En cas de pollution constatée de la voie d'eau et/ou du site (fuite d'huile de machine, coulis de ciment, béton de ciment, peinture ... déversé ou rejeté sur/ou à proximité de l'ouvrage, ...), le maître d'œuvre appliquera une pénalité de 750,00 € HT ceci indépendamment des procédures judiciaires (et amendes correspondantes) de la D.D.T. (Direction Départementale des Territoires) et de l'AFB (Agence Française pour la Biodiversité). En cas de pollution par le chantier ou par manquement aux dispositions de protection, l'entreprise sera tenue d'assurer la remise en état du site, du fleuve et son ré-empoissonnement selon modalité à définir avec les acteurs administratives et associatifs (Fédération pêches, ...) concernées
Non-respect des engagements environnementaux et déchets	Forfaitaire	1 500,00 €	Sur simple constat
Non-respect des délais de la remise des documents fixés aux articles 9.3 et 9.6.3	Journalière	100,00 €	Sur simple constat
Absence aux réunions de chantier (pour les entreprises dont la présence est requise)	Forfaitaire	50,00 €	Par absence
Non-respect des obligations d'affichage fixées à l'article 3.4.2 c)	Journalière	50,00 €	Sur simple constat
Non-respect des obligation d'insertion	Heures	100,00 €	Sur simple constat
Non-transmission des attestations et justificatifs pour action d'insertion	Journalières	75,00 €	En cas de non transmission des éléments permettant le contrôle de l'exécution des actions d'insertions, le titulaire subira une pénalités par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur

15 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance de responsabilité civile doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux